

CTA  
Working Paper  
16/04

# De la vulgarisation rapprochée à l'encadrement à distance : le pouvoir des TIC à l'ouest du Cameroun

Nestor Ngouambe

Series: ICTs for agriculture





# **De la vulgarisation rapprochée à l'encadrement à distance : le pouvoir des TIC à l'ouest du Cameroun**

---

NGOUAMBE Nestor



## À propos du CTA

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Pour plus d'informations sur le CTA, visitez [www.cta.int](http://www.cta.int).

## À propos de l'auteur

Mr NGOUAMBE Nestor, Ingénieur Agro-socio-économiste, est un diplômé de la faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA) de l'Université de Dschang au Cameroun. Depuis 2009, il a développé une expertise dans la diffusion des innovations et des politiques de vulgarisation et conseil agricole en Afrique de l'ouest et du centre. En 2011, il fonde avec ses pairs l'association « Agriculture- TIC et Développement (AgroTIC-Développement) » qui en 2014 deviendra Cameroon Youth Initiative for Rural Development (CAMYIRD). Depuis 2013, il est une personne ressource et point focal du Forum Africain du Conseil Agricole au Cameroun. Practiens des TICs pour l'agriculture, recherche au quotidien des stratégies de promotion de l'utilisation de la téléphonie mobile, médias sociaux et outils du web2.0 pour l'accompagnement des producteurs et le développement de l'entrepreneuriat rural en Afrique.

## À propos des documents de travail du CTA

Les documents de travail du CTA présentent des travaux en cours et des conclusions préliminaires, et n'ont pas été officiellement revus par des pairs. Ils sont publiés pour susciter des commentaires et favoriser les discussions. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du CTA, des bailleurs de fonds ou des partenaires. Toutes les images demeurent la propriété exclusive de leurs auteurs et ne peuvent être utilisées à aucune fin sans l'autorisation écrite de la source.



Ce travail est autorisé en vertu d'une licence internationale Creative Commons paternité – pas d'utilisation commerciale – ShareAlike 4.0. Cette licence s'applique uniquement à la partie du texte de la publication.

*Veillez adresser vos commentaires sur ce document de travail à Benjamin K. Addom ([addom@cta.int](mailto:addom@cta.int)), Coordinateur de programme, TIC, au CTA.*

# Table des matières

|                                                                                                  |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>Résumé</b>                                                                                    | <b>v</b> |
| <b>Introduction</b>                                                                              | <b>1</b> |
| Méthodologie                                                                                     | 1        |
| Situation des infrastructures TIC dans la zone                                                   | 1        |
| Caractérisation des populations rurales                                                          | 2        |
| Matériel et méthode                                                                              | 2        |
| <b>Résultats</b>                                                                                 | <b>3</b> |
| Les manquements de la vulgarisation classique                                                    | 3        |
| La vulgarisation agricole à l'ère des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) | 4        |
| Efficacité de la téléphonie mobile dans l'encadrement à distance des producteurs ruraux          | 4        |
| Les radios communautaires et rurales : des espaces d'information, d'encadrement et d'échange     | 5        |
| L'internet via les télécentres communautaires facilite le réseautage et l'information en ligne   | 7        |
| <b>Conclusion</b>                                                                                | <b>8</b> |
| References                                                                                       | 9        |

## Liste des tableaux

|                                                                                                                            |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>Tableau 1 : Zone d'étude et taille des échantillons</b>                                                                 | <b>2</b> |
| <b>Tableau 2 : Stations radios utilisées comme outils pour l'encadrement des producteurs ruraux</b>                        | <b>6</b> |
| <b>Tableau 3 : Nombre moyen des réactions hebdomadaires des agriculteurs lors des émissions consacrées au monde rural.</b> | <b>7</b> |



## Résumé

L'une des missions de la vulgarisation consiste à fournir aux producteurs des informations et autres services nécessaires pour leur activité de production. L'enclavement des pistes rurales menant aux grands bassins de production de l'ouest du Cameroun a créé un fossé entre les agents vulgarisateurs et les producteurs, dégradant ainsi les performances des exploitations. Cependant, l'avènement des technologies de l'information et de la communication a permis d'assurer une continuité de l'encadrement à distance des producteurs ruraux. Par le biais du téléphone portable, des radios communautaires et des télécentres communautaires, environ 1 200 producteurs restent en contact permanent avec les vulgarisateurs, plus de 93 pour cent ayant d'entre eux déclaré avoir observé une amélioration de leur situation, surtout en ce qui concerne la circulation des informations. Plus de 120 producteurs communiquent avec les vulgarisateurs et les autres producteurs via Internet. Tous bénéficient de courtes sessions de formation via les radios rurales, dans leur langue locale. En moyenne, 2 programmes hebdomadaires sont consacrés au monde rural (espace paysans, espace environnement, la voix du planteur...). Le faible niveau de scolarisation limite l'adoption de certains outils TIC tels qu'Internet. Il est recommandé à l'État de s'impliquer et de doter le milieu rural d'infrastructures afin de faciliter l'utilisation des TIC par les producteurs. Les vulgarisateurs doivent s'appropriier les TIC comme un outil stratégique de vulgarisation et d'encadrement à distance.

**Mots clés :** Vulgarisation agricole, Radios rurales, Communication, Agriculture, Cameroun



## **Introduction**

La vulgarisation agricole consiste à partager les résultats de la recherche et le savoir-faire avec les agriculteurs, mais aussi à les aider à exploiter une large part de la chaîne de valeur (CTA, 2012). Il s'agit également d'un processus d'enseignement qui induit des changements du niveau de connaissances, des pratiques et des attitudes des agriculteurs, dans la perspective d'améliorer leur production agricole et de relever leur niveau de vie. En Afrique, la vulgarisation agricole a toujours été entendue comme un moyen de faire adopter par les producteurs des techniques mises au point par la recherche agronomique, grâce à un dispositif d'encadrement organisé à différentes échelles géographiques. La diffusion de ces messages et autres informations issus de la recherche auprès des producteurs se faisait par le biais d'agents vulgarisateurs, lesquels étaient les seuls intermédiaires entre la recherche et les producteurs (USAID, 2001). Tchouamo et Stelle (1997) révèlent que seuls 30 pour cent des paysans de l'ouest du Cameroun ont montré leur satisfaction quant au système de vulgarisation « training and visit ». Pour Djamen et al. (2011), le diagnostic participatif entre le producteur et le conseiller renforce la solidarité et la confiance. Ainsi, les producteurs se sentent plus rassurés par cette participation de l'agent vulgarisateur, à tous les stades de la mise en œuvre de leur projet de production.

NGOUAMBE et Ondoua (2010) ont démontré que les agriculteurs du Cameroun deviennent de plus en plus dépendants des services rendus par les vulgarisateurs. Les auteurs ont préconisé que le dispositif soit repensé, et que les producteurs soient acteurs et non bénéficiaires, pour une appropriation durable de la démarche. Or, les réalités auxquelles fait face le monde rural (l'enclavement des pistes rurales, l'absence de voies de communication...) créent davantage un fossé entre les services de vulgarisation et les producteurs ruraux. On a aussi remarqué, comme le souligne Kristin D (2008), que les vulgarisateurs ont manqué une bonne stratégie de communication pour rester en contact avec les producteurs. C'est dans cette perspective que les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont un outil indispensable pouvant permettre à la vulgarisation de remplir pleinement sa mission d'encadrement des producteurs ruraux (World Bank, 2011, et CTA, 2006). C'est dans ce contexte que le projet AGROTIC-DEV a testé depuis 2011 l'usage des TIC dans l'encadrement des producteurs de l'ouest du Cameroun. Il s'est agi de l'utilisation du téléphone mobile, des radios communautaires, et des télécentres communautaires pour assurer un accompagnement quotidien des producteurs, surtout des zones d'accès difficile.

## **Méthodologie**

### **Situation des infrastructures TIC dans la zone**

L'ouest du Cameroun est considéré comme le grenier du pays. Son climat de type équatorial favorise deux campagnes agricoles. Sa population, estimée à plus de deux millions d'habitants, est répartie sur huit départements ayant chacun une spécificité. La région dispose d'une bonne couverture de réseau téléphonique. La majorité des villages est couverte et reçoit au moins le signal de l'un des opérateurs téléphoniques publics (Cameroun Télécommunication-CAMTEL) ou privé (MTN, Orange). On dénombre une quinzaine de radios rurales et communautaires. La majorité des programmes se fait au

moins dans l'une des quarante langues vernaculaires de la région. On compte aussi près de 10 télécentres communautaires.

### **Caractérisation des populations rurales**

La population est jeune : en moyenne 37 ans pour les hommes, et 34 ans pour les femmes. Plus de 80 pour cent possède au moins un téléphone portable. Le taux d'alphabétisation est de 100 pour cent. Cependant, le taux de scolarisation est d'environ 70 pour cent (pour ceux s'étant rendus à l'école secondaire).

Le revenu moyen mensuel des petites exploitations est estimé à 96 500 FCFA (soit environ 147 euros) pour subvenir aux besoins d'une famille composée en moyenne de 8 personnes. Selon le WFP (2011), plus de la moitié de la population de cette région consomme des aliments qu'elle apprécie le moins, et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est d'environ 30 pour cent.

### **Matériel et méthode**

Le présent papier dérive d'une étude de pré faisabilité d'un projet intitulé AGROTIC dans la région de l'ouest du Cameroun, étude qui s'est déroulée entre 2011 et 2012. Mais les enquêtes ont eu lieu entre janvier et avril 2013.

En effet, le projet s'est servi de divers outils des TIC pour assurer un encadrement mesuré et efficace auprès des producteurs. Pour ce faire, le téléphone mobile sans application a été testé comme système d'alerte, d'information et de sensibilisation. Les radios communautaires et rurales ont été utilisées comme espace de formation, d'information et de partage d'expérience, et les télécentres communautaires comme outils pour le réseautage des acteurs de la chaîne de valeur agricole. Nous avons aussi utilisé la plateforme « rapid-alert » pour faciliter l'envoi des SMS (<http://www.rapid-alert.com>).

Quatre des huit départements ont été choisis comme zones pilotes en fonction de la répartition géographique. Ainsi, 12 villages ont été touchés par le projet, soit environ 1 200 producteurs (directement et indirectement). Les organisations paysannes, dont les groupes d'initiatives communes et les coopératives, ont été ciblées en priorité en fonction de leurs activités avec les Agents de Vulgarisation de Zone (AVZ). Ceci a permis d'avoir un répertoire de contacts téléphoniques et d'adresses email.

**Tableau 1 : Zone d'étude et taille des échantillons**

| Départements | Villages touchés             | Nombre de producteurs | Nombre d'Agents Vulgarisateurs de Zone (AVZ) |
|--------------|------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------|
| Bamboutos    | Batcham, Bagam, Balatchi     | 35                    | 5                                            |
| Menoua       | Santchou, Fondonera, Bafou   | 125                   | 6                                            |
| Haut-Nkam    | Banwa, Bana, Kekem           | 75                    | 5                                            |
| Mifi         | Bafoussam, Bamougoum, Famlah | 53                    | 3                                            |
| Total        |                              | 288                   | 19                                           |

Seuls les producteurs bénéficiant de ce service d'encadrement via les TIC depuis au moins un an ont été interrogés. Leur choix a été orienté par les AVZ et les conseillers des groupements paysans (CGP) de chaque zone.

Dans chaque zone, les informations relatives à la fluctuation des prix des produits agricoles sur les marchés locaux et de grands centres urbains (Douala, Yaoundé), aux projets agricoles et autres alertes étaient envoyées via les SMS. Ces mêmes informations étaient diffusées sur les ondes des radios communautaires. En fonction des besoins de formation identifiés par les AVZ qui collaborent à l'expérience, des sessions de formation de courte durée étaient organisées sur les ondes de radios au cours de programmes spéciaux réservés au monde rural. Ces programmes, qui duraient environ 1h30, invitaient les auditeurs à poser directement leurs questions aux experts venus discuter d'un sujet précis. Enfin, des emails contenant des documents numériques, notamment des fiches techniques de la plupart des cultures de l'ouest, ont pu être envoyés. Un « Google-group » a été créé afin de faciliter l'échange d'informations et le partage d'expérience, ainsi qu'une page Facebook ([www.facebook.com/agroticdev](http://www.facebook.com/agroticdev)).

## Résultats

### Les manquements de la vulgarisation classique

Les producteurs ont longtemps été habitués à la présence permanente de leur AVZ, au point d'en devenir dépendant. L'absence de ce dernier a contribué à la fragilisation des performances des exploitations familiales. L'enclavement des pistes rurales a progressivement réduit la fréquence d'encadrement. Selon les enquêtes, seuls 30 pour cent des producteurs ont affirmé travailler avec leur agent vulgarisateur pendant la saison des pluies, sachant que 55 pour cent résidaient à Bafoussam, Dschang et Mbouda qui sont des centres urbains à caractère rural. La seule voie de communication entre les producteurs et leur encadreur qui résidait hors du village était la présence de ce dernier au village.

D'après les AVZ, les outils utilisés pour la sensibilisation ne sont plus adaptés au contexte actuel car, comme l'affirme l'AVZ de Fondonera, « *même avec les sifflets et les mégaphones, je n'arrivais pas à rassembler les producteurs pour les sessions de formation, car tous n'étaient pas au courant de l'information* ». L'encadrement n'est pas optimal car il y a en moyenne un AVZ pour 256 producteurs. Il n'est donc pas évident de toucher chaque producteur de façon individuelle. Or, selon Djamen et al. (2011), le dispositif d'appui-conseil est performant lorsqu'un conseiller-vulgarisateur encadre de façon rapprochée tout au plus 50 producteurs.

La vaste étendue des zones d'encadrement dont les hameaux sont distancés d'au moins 4 km rend difficile la tenue des réunions de groupe. Cette distance ne favorise pas une bonne circulation de l'information. Près de 65 pour cent des producteurs porcins dans la Menoua et Bamboutos déclarent faire face à la maladie du Rouget et la peste porcine africaine parce qu'ils n'ont pas reçu à temps l'alerte relative à ces maladies, les pertes allant jusqu'à l'extermination du cheptel entier.

Face à ces désastres, il était donc urgent de trouver des solutions alternatives pour combler ces manquements de vulgarisation classique basée sur un encadrement très rapproché, limité à la seule présence des vulgarisateurs sur le terrain pour débloquer des situations.

C'est ainsi que l'avènement des Technologies de l'Information et de la Communication se sont montrées efficaces pour aider la vulgarisation à trouver des solutions immédiates (Mital S, 2012), et améliorer les performances de son dispositif d'encadrement, passant d'un encadrement rapproché à un encadrement à distance.

## **La vulgarisation agricole à l'ère des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)**

Le boom technologique, notamment celui des TIC, n'a pas laissé les producteurs et les vulgarisateurs de l'ouest du Cameroun en reste. Cette émergence de nouveaux outils a entraîné un changement de dispositif et de stratégie d'encadrement. Les responsables de la vulgarisation ont donc profité de ces outils des TIC pour assurer un service de vulgarisation à distance qui satisfasse dans une certaine mesure les producteurs. C'est dans cette même logique que Kristin Davis (2008) a pensé que la vulgarisation agricole nécessite de nouvelles compétences allant au-delà des compétences techniques des vulgarisateurs. « Ces compétences concernent la dynamique de groupe et la maîtrise des TIC », poursuit l'auteur.

Cependant, les performances d'un système de vulgarisation basé sur les TIC ne reposent pas sur le simple fait de les utiliser ou de les appliquer, mais de sélectionner les outils adéquats qui répondent aux besoins réels des producteurs et au contexte de développement de chaque zone ciblée. À l'ouest du Cameroun, nous avons constaté que plus de 70 pour cent des villages étaient couverts par le réseau, et que près de 80 pour cent des producteurs recensés possédaient un téléphone portable. Ces acquis ont été favorables à l'utilisation du téléphone portable, des radios et de l'Internet.

### **Efficacité de la téléphonie mobile dans l'encadrement à distance des producteurs ruraux**

Dans cette zone du Cameroun, les producteurs ont une perception différente du téléphone portable. Il n'est dorénavant plus perçu comme un outil de luxe mais plutôt comme un outil contribuant au fonctionnement de l'exploitation. Car plus de 93 pour cent des producteurs qui utilisent leur téléphone portable ont déclaré être satisfaits des informations reçues. Ils évitent selon eux des méventes puisque leurs produits livrés sur le marché répondent à une commande précise. Les femmes sont surtout celles qui s'impliquent fermement dans ce service. Elles sont en contact permanent avec les revendeuses qui viennent déjà acheter leurs produits bord-champs. Dans la zone de Fondonera, Banwa et Kekem, les femmes sont championnes dans la transformation du manioc en Gary. Elles maîtrisent désormais les informations dédiées à la fluctuation de ces denrées sur les marchés locaux et urbains, ce qui leur permet de bien négocier les prix avec leur clientèle (revendeurs ou grossistes).

La plupart des agents de vulgarisation n'ont plus de souci quant à la continuité de l'encadrement pendant la saison des pluies. Selon eux, même s'il neige, ils restent en contact avec les producteurs, et désormais 24/24. Ils n'ont plus besoin d'être sur place pour prodiguer des conseils. Tout peut se faire grâce au téléphone portable. Les descentes d'encadrement, notamment pour certaines formations pratiques, sont annoncées à l'avance par SMS indiquant le lieu et la date du rassemblement. Car avant, ils s'efforçaient d'aller sur le terrain mais n'arrivaient pas à rassembler assez de producteur pour les échanges. Le nombre de producteurs encadrés a presque doublé en une année. Chaque conseiller ou

AVZ, selon son cahier de charge, doit encadrer environ 10 organisations paysannes de 25 membres, soit 250 producteurs. Mais aujourd'hui, chacun dénombre plus de 425 personnes conseillées régulièrement. Comme en témoigne l'AVZ du village Fondonéra : *« je suis saturé par les appels venant des producteurs, c'est à peine si je me repose. C'est pour cela que j'oriente certains appels vers d'autres organisations qui offrent la possibilité aux producteurs d'appeler et d'obtenir des réponses à leur problème via le téléphone. Il s'agit du Centre de Documentation pour le Développement Rural. Il suffit d'appeler le (+237) 99414141 ou 77414141, ou de faire un bip, et un téléconseiller rappelle pour recueillir la préoccupation. Une réponse est donnée immédiatement ou ultérieurement »*. C'est ce qu'a montré MITALL et al. (2010), à l'issue d'une étude menée en Inde où le nombre moyen de producteurs a presque triplé suite à l'utilisation du téléphone portable pour la vulgarisation. Ceci montre donc que le téléphone portable pourrait valablement servir d'outil d'encadrement à distance des producteurs ruraux.

**Témoignage de Djengoué Jeannette, leader d'association féminine de transformation du manioc Banwa**

« Il y a 6 mois, j'ai reçu un message m'invitant à participer à une session de formation sur l'entrepreneuriat féminin. Je ne savais pas de quoi il s'agissait. J'ai alors appelé l'AVZ qui a confirmé la tenue de cette formation. Là-bas, on nous a appris à créer une entreprise de transformation du manioc. J'ai retenu la manière d'élaborer un business plan. J'ai aussi appris quelques techniques de marketing, ce qui me permet aujourd'hui de rester en contact avec mes « Asso »\* via le téléphone. Elles m'appellent souvent pour passer leur commande, en tenant compte des délais de livraison, et moi je m'efforce de les satisfaire. C'est grâce à l'AVZ que j'ai su que le téléphone ne servait pas seulement à communiquer avec les membres de la famille. J'en ai aussitôt acheté un ».

\*Appellation locale (langage familier) des clients fidèles.

**Les radios communautaires et rurales : des espaces d'information, d'encadrement et d'échange**

L'avènement des radios communautaires qui diffusaient les informations en langues locales et en français a favorisé le déploiement des TIC à l'ouest du Cameroun. Ces radios ont ainsi été utilisées pour diffuser des informations et ont constitué des espaces de formation pour les producteurs. C'est le cas de la Radio communautaire Yemba FM, à Dschang, qui couvre le département de la Menoua, l'un des grands bassins de production du vivrier au Cameroun. On a aussi la radio PUALA FM dans le département de la Mifi, la radio rurale FOTUNI dans le département du Haut-Nkam, et la radio Batcham dans le département des Bamiboutos. Chacune de ces radios dispose au moins d'un programme par semaine dédié au monde rural (Tableau 2).

**Tableau 2 : Stations radios utilisées comme outils pour l'encadrement des producteurs ruraux**

| Station radio | Type de radio                                                    | Fréquence émettrice             | Localisation | Région couverte                                        | Nombre de programmes dédiés au monde rural |
|---------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| PUALA         | Publique, gérée par la CRTV <sup>1</sup>                         | 104.70 MGHZ FM                  | Bafoussam    | Ouest<br>Nord-Ouest                                    | 1                                          |
| YEMBA         | Privée, gérée par la communauté YEMBA                            | 98.00 MGHZ FM                   | Dschang      | Ouest, Nord-Ouest                                      | 2                                          |
| FOTUNI        | Privée, gérée par la communauté FOTUNI                           | 94.00 MGHZ FM<br>101.50 MGHZ FM | Fotuni       | Ouest<br>Sud-ouest (partielle)<br>Littoral (partielle) | 4                                          |
| Batcham       | Privée, gérée par un particulier, élite de la communauté Batcham | 96.70 MGHZ                      | Bafoussam    | Ouest<br>Nord-Ouest<br>Sud-ouest (partielle)           | 3                                          |

Chaque station de radio consacre au moins une émission dédiée au monde rural d'une durée variant de 1 heure à 2 heures, en fonction des jours de la semaine. Selon les sujets à débattre, les informations à véhiculer, et les besoins de renforcement des capacités recueillies par les agents de vulgarisation, des spécialistes de la vulgarisation agricole et de la production agro-pastorales sont conviés à échanger en direct avec les producteurs. Ces derniers utilisent leur téléphone portable pour appeler et expliquer leur problème à l'expert, ou alors pour partager une expérience réussie. Certains programmes tels que « réveil matinal » sont utilisés pour diffuser des informations capitales, à savoir le prix des denrées sur les marchés, la bourse, notamment le prix du cacao, du café, sur le marché de Londres et de Douala. Le Tableau 3 présente la moyenne des interactions des producteurs.

---

<sup>1</sup> Cameroon Radio TéléVision, chaîne de radio et de télévision nationale sous tutelle des Ministère de la Communication (MINCOM) et Ministère des Postes et Télécommunication (MINPOSTEL)

**Tableau 3 :** Nombre moyen des réactions hebdomadaires des agriculteurs lors des émissions consacrées au monde rural

| Station radio | Langues                       | Impression et réaction hebdomadaires |                             | Nombre d'hommes | Nombre de femmes |
|---------------|-------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|-----------------|------------------|
|               |                               | Milieu rural                         | Milieu urbain et périurbain |                 |                  |
| PUALA         | Français et langue mifi       | 35                                   | 10                          | 30              | 15               |
| YEMBA         | Français, Yemba, pidding,     | 65                                   | 15                          | 45              | 35               |
| FOTUNI        | Français, Yemba, Fotuni, Fèfè | 56                                   | 15                          | 38              | 33               |
| Batcham       | Français, pidding, mangwa'a   | 68                                   | 35                          | 75              | 28               |

Avec ce tableau, l'on constate que les femmes interviennent de plus en plus au cours des émissions pour obtenir des informations sur leurs activités. Les questions ou interventions des femmes s'attardent sur les cultures vivrières et surtout la transformation des denrées locales. Quant aux hommes, ils s'intéressent aux cultures du café arabica ou robusta, du cacao, de la banane plantain et des agrumes. Les jeunes, quant à eux, s'intéressent davantage aux cultures maraîchères.

Au niveau des communautés, il est constaté que, dans la mesure où les fréquences radios de ces quatre stations émettent presque sur toute l'étendue de l'ouest du Cameroun, chaque producteur reste « collé » devant son poste récepteur presque tous les jours de la semaine. Selon ces producteurs, c'est à travers ce canal que leur encadreur vulgarisateur leur parle. Parfois, ils reçoivent des alertes SMS qui les informent d'une émission importante qui leur sera bénéfique. Il s'agit surtout de courtes formations délivrées par des experts sur les thèmes que l'AVZ a préalablement identifiés.

Les femmes et les hommes restent rarement ensemble pour suivre ces émissions car, selon les femmes, les hommes font trop de commentaires, les empêchant de suivre ce qui est véhiculé. C'est pour cette raison qu'elles ont tendance à se réunir à part autour d'un poste récepteur lors des programmes spécifiques. Nous pouvons donc convenir avec CTA (2012) que les radios et télévisions communautaires offrent aux agriculteurs des informations de qualité en langues locales, et un échange bidirectionnel. Et si les producteurs restent postés devant leur poste récepteur, est-ce aussi le cas pour les ordinateurs ?

### **L'internet via les télécentres communautaires facilite le réseautage et l'information en ligne**

Trois télécentres communautaires disposant tous d'une connexion Internet ont été choisis, et les producteurs s'y rendent pour y trouver des informations. Au début du processus, seuls 82 producteurs avaient une adresse email. Tous résidaient à Dschang, Bafoussam et Mbouda qui sont des centres urbains à caractère rural. Nous avons ainsi mis sur pied un « Google-group » pour les échanges d'information. Chaque mois, une session de

renforcement des capacités de ces producteurs était organisée pour les aider à utiliser Internet. Certains ont rejoint la page Facebook ([www.facebook.com/agroticdev](http://www.facebook.com/agroticdev)) pour télécharger les fiches techniques et interagir avec les autres membres de la page. Les informations sur des plateformes et sites Internet sur lesquels ils pouvaient obtenir du contenu utile étaient diffusées par SMS (avec des sites tels que [www.agroinsight.com](http://www.agroinsight.com), [www.icrisat.org](http://www.icrisat.org) pour avoir accès à des documents audio-visuels). Des informations sur le ROFORUM et autres réseaux étaient diffusées. Un an après, 32 nouveaux producteurs ont créé une adresse email et se sont familiarisés avec Internet.

Ainsi, seuls 97 producteurs (33,6 pour cent) ont affirmé avoir visité l'un de ces sites pour y trouver des informations. Environ 18 pour cent se sont inscrits sur la page Facebook de l'association AGROTIC. Certains jeunes font partie de la plateforme des Jeunes Professionnels pour le Développement Agricole (YPARD, [www.ypard.net](http://www.ypard.net)). Avec le concours des agents de vulgarisation, des informations ont été postées sur la page Facebook et sur le groupe de discussion créé. La réticence à l'utilisation d'Internet est due au faible niveau d'éducation, et aussi à l'inexistence d'Internet dans les zones rurales. Certains producteurs de villages comme Fondonéra, Banwa, Fotuni, ne profitent que du jour où ils se rendent en ville (à savoir une fois par mois) pour consulter leur messagerie et visiter certains sites.

Qu'à cela ne tienne, ces producteurs reconnaissent l'importance d'Internet en matière d'activités agricoles, comme l'affirme ce producteur de Batcham : *« je ne savais pas que Google peut m'apporter toutes les informations dont j'ai besoin. Aujourd'hui, j'ai assez de documents que j'ai téléchargés et imprimés. D'autres producteurs se réfèrent à moi lorsqu'ils ont besoin d'informations »*.

Les AVZ se familiarisent progressivement à l'outil informatique, surtout que certains ont bénéficié de la vaste campagne de formation lancée dite « Opération 100 000 femmes ». Ce projet est soutenu par le chef d'État camerounais, en partenariat avec l'Institut Africain d'Informatique (IAI). De nos jours, plus de 120 000 paysans ont été formés, en majorité des femmes (<http://www.iaicameroun.com/>). Environ 80 pour cent des AVZ utilisent Internet (Yahoo mail, Gmail ou Facebook) pour faire passer leurs messages aux producteurs qui utilisent déjà cet outil.

## Conclusion

Grâce aux services offerts par les TIC, les producteurs bénéficient d'un encadrement à distance qu'ils estiment être efficace pour la gestion quotidienne de leur exploitation agricole. L'adoption des outils se fait en fonction des moyens financiers, mais aussi du niveau d'éducation des producteurs. Les moins scolarisés ont tendance à s'accrocher aux radios, et pour certains à la fois à la radio et au téléphone. Pour les producteurs éduqués, l'usage du téléphone portable est courant et le recours aux télécentres communautaires pour l'accès à Internet est réduit. Cependant, le mode traditionnel d'encadrement reste important car, bien qu'il existe des documents audio-visuels, la présence des agents vulgarisateurs sur place reste nécessaire pour les démonstrations et la mise en confiance des paysans. Puisque l'œil a foi en ce qu'il voit. Pour ce faire, afin d'assurer la durabilité de l'encadrement à distance via les TIC, l'État camerounais doit doter le milieu rural d'infrastructures qui facilitent l'usage au quotidien des TIC, et les agents de vulgarisation de zone doivent adopter les outils TIC comme armes stratégiques pour leurs activités

d'encadrement des producteurs ruraux (surtout en ce qui concerne les zones reculées et enclavées).

## Références

- Batchelor S., Evangelista S., Hearn S., Peirce M., Sugdan S., Et Webb M. (2003). *ICT for development-contributing to millennium development goals (MDGs): lessons learned from seventeen infodev project*. Washington DC, USA world bank, available on [www.infodev.org/symp2003/publication/casestudies.pdf](http://www.infodev.org/symp2003/publication/casestudies.pdf)
- CTA (2006). *Les TIC transforment-elles la vulgarisation agricole ? 6<sup>ème</sup> réunion consultative des experts de l'observatoire du CTA sur les TIC*. document de travail N°8635, CTA Wageningen, Pays-Bas
- CTA (2012). *Vulgarisation agricole : le temps du changement, repères politiques*. CTA, Wageningen, Pays-Bas
- Djamen Nana P., Havard M., Wey J., (2011). L'évolution du conseil agricole au Nord Cameroun, source d'incertitudes pour les conseillers. *Cah Agric* 20 : 370-375. doi : 10.1684/agr.2011.0506
- Karine B (2009). *Intégration des TIC dans le monde rural*. RAUDIN/OAT disponible sur [www.raudin.u-bordeaux3.fr](http://www.raudin.u-bordeaux3.fr) ou [www.raudinu-bordeaux3.fr/oat/](http://www.raudinu-bordeaux3.fr/oat/)
- Kiplang'at J. (2003). *La vulgarisation agricole prend-elle un nouveau départ grâce aux Tic ? Réflexion sur les expériences en Afrique subsaharienne du CTA sur les TIC*. Wageningen, pays bas. Disponible sur [www.cta.int/observatory2003/keynotes\\_papers/keynotes\\_africa.dpf](http://www.cta.int/observatory2003/keynotes_papers/keynotes_africa.dpf)
- Kristin D (2008). Extension in subsahara Africa, overview and Assessment of past and current model and future prospects. *Journal of International Agriculture and Extension Education*, 15(3):15-28
- Mitall S., Gandhi S., Tripathi G. (2010). *Socio-economic impact of mobile phone on Indian agriculture*. ICRIER working paper N°246. International Council for Research on International Economic Relations. New Delhi. Disponiible sur <http://www.icrier.org/page.asp?MenuID=24&SubcatId=175&SubSubcatId=691>
- Ngouambe N et Ondoua M (2010). *Le conseil à l'exploitation familiale à Akonolinga : Bilan et perspectives*. Acte du colloque de la société française d'économie rurale (SFER), Dijon du 13-15 octobre 2012. France
- Tchouamo I et Steele R (1997). Educationnal impact of training and visit extension system on small farmer in west province of Cameroon. *Journal of International Agriculture and Extension Educational*, 4(1):33 -39
- USAID (2001). *Using ICT to provide market price information in Africa*. Briefing paper. USAID, USA.
- WFP (2011). *Situation de la sécurité alimentaire et des marchés au Cameroun*. Rapport d'étude du Service d'analyse de la sécurité alimentaire. PAM/FAO, Cameroun. Disponible sur [www.wfp.org/food-security](http://www.wfp.org/food-security)
- World Bank (2011). *E-source book. ICT in agriculture connecting smallholders to knowledge, networking and institutions*. Report n°64605

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Pour plus d'informations sur le CTA, visitez  
**[www.cta.int](http://www.cta.int)**

**Contactez-nous**

CTA  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen  
Les Pays-Bas

**Tel:** +31 317 467100

**Fax:** +31 317 460067

**Email:** [cta@cta.int](mailto:cta@cta.int)

 [www.facebook.com/CTApage](https://www.facebook.com/CTApage)

 [@CTAflash](https://twitter.com/CTAflash)

